

OCDE***Perspectives des migrations internationales***

34^e Rapport Sopemi, 2010

La 34^e édition du Rapport annuel du Système d'observation des migrations internationales (SOPEMI) de l'OCDE vient de paraître.

Les migrations internationales observées représentent 60% de la croissance de la population de la zone OCDE prise dans son ensemble, mais 85% pour l'Europe du Sud, l'Autriche et la République Tchèque. Si les flux migratoires ne sont pas interrompus, ils sont en baisse principalement par le ralentissement des mouvements dû à la baisse de la demande sur le marché du travail résultant de la crise systémique. En 2008,

l'immigration à caractère permanent est en recul de 6% après une augmentation moyenne de 11% pendant cinq ans. En recul, également, les migrations temporaires qui restent cependant à un niveau élevé.

Les demandes d'asile sont reparties à la hausse depuis 2005. Les États-Unis sont en tête des pays d'accueil.

Demeure cependant une demande correspondant aux besoins structurels de main-d'œuvre et aux tendances de l'évolution démographique (vieillesse, dans certains pays, diminution de la population en âge de travailler).

Les mouvements des migrations familiales ou humanitaires sont moins sensibles à la crise. Le Rapport ne cache pas que la tendance des gouvernements est de soumettre les politiques d'intégration et de naturalisation à des critères restrictifs qui affectent le regroupement familial et l'insertion des migrants dans les pays d'accueil.

La crise se traduit pour les immigrés par un chômage nettement plus élevé que pour les autochtones et frappe particulièrement les jeunes (24% dans l'UE à 15 en 2008)

Le nombre d'étudiants étrangers dans le cycle supérieur a plus que doublé entre 2000 et 2007 dépassant 2 000 000.

244

Les vingt premiers pays d'origine représentent plus de la moitié des mouvements : Chine, Pologne, Inde et Mexique occupent les quatre premières places.

Le chômage massif résultant de la crise atteint plus fortement les immigrés. On sait également que pour eux la reprise économique n'empêche pas un retour à l'emploi plus difficile. Surtout si leur présence est récente et si leur intégration a été insuffisante. La situation actuelle et plus particulièrement des jeunes est très difficile. Ils connaissent une baisse plus marquée de l'emploi notamment dans les pays les plus touchés par la crise. Sous la plume de son directeur de l'emploi, du travail et des affaires sociales qui signe l'éditorial du rapport, l'OCDE ne cache pas sa crainte des effets négatifs à long terme de cette situation pour l'intégration et souligne qu'il est nécessaire d'accroître les qualifications pour

permettre aux immigrés de participer à la reprise de l'emploi. Elle rappelle que l'accès à l'emploi est la meilleure assurance contre l'exclusion sociale et la marginalisation des immigrés, de leurs enfants et de leur intégration.

Reprenant les conclusions de son rapport précédent, l'OCDE estime, toujours, que la sortie de crise nécessitera une augmentation indispensable des migrations à des fins d'emploi à la fois pour pourvoir les emplois les plus qualifiés, mais aussi pour les moins qualifiés, souvent attribués aux immigrés comme pour alimenter des emplois nouveaux dans certains secteurs (soins aux personnes âgées, garde des enfants dont les mères travaillent, etc.).

Une partie importante de ce rapport traite de l'opinion publique et de l'immigration, sujet d'importance dans le contexte actuel de la crise et de la détérioration de l'emploi. Elle s'appuie sur des enquêtes et des sondages. Ils révèlent des différences d'attitudes importantes selon les pays. Dans la plupart des pays de l'OCDE une large part, souvent proche de la majorité, de la population interrogée se prononce, en règle générale en faveur d'une immigration strictement encadrée ou d'une politique de réduction des flux de l'immigration.

Ceci reflète, dans bien des pays d'Europe, les effets des présentations médiatiques des mesures restrictives adoptées par de nombreux gouvernements et l'activisme des formations d'extrême droite.

Sont examinés également les déterminants de l'acquisition de la nationalité et l'impact de la na-

turalisation sur les performances sur le marché du travail

On trouve dans ce rapport les habituelles notes par pays sur l'évolution des mouvements et sur les politiques migratoires dans les pays de l'OCDE ces dernières années. De précieuses statistiques

sur les flux migratoires, sur les populations étrangers et/ou, nées à l'étranger, les naturalisations, sur les travailleurs immigrés renforcent l'utile information apportée par ce rapport.

JEAN MAGNIADAS